

Continuité

Ould Abbas vient d'éclaircir notre horizon, enfin ! C'était lassant ces questionnements récurrents sur la succession probable à Bouteflika, sur les candidatures de garniture...

Si on ne nous a pas fait attendre plus longtemps, c'est que le pouvoir a trouvé plus d'intérêt à briser le silence qu'à prolonger le suspense. Peut-être a-t-il craint de susciter des vocations et des initiatives s'il continuait à retenir sa décision plus longtemps ?

L'option déclarée du cinquième mandat, en revanche, dissipe toutes les incertitudes, met fin à tout dessein qui, au sein du pouvoir, lui serait contradictoire. Avec l'inconvénient qu'elle aura pour effet d'écartier toute candidature sérieuse, le résultat étant, dans ce cas, préalablement établi. Dans le sérail, la règle est, en effet, qu'on ne se présente pas à l'élection présidentielle face à Bouteflika. Ouyahia en a explicitement fait la norme. Le résultat en est que le FLN et le RND, bien qu'en alliance de gouvernement, se disputent tous les autres enjeux, mais se retrouvent autour du principe d'unicité du candidat du pouvoir. En fait, ils se disputent la solidité respective de l'amarrage à Bouteflika. Et dans cette problématique, c'est le RND qui est en position de totale dépendance, le FLN étant déjà le parti du Président.

Autre effet contrariant d'une candidature pour le cinquième mandat : l'opposition ne déléguera pas de lièvres à la hauteur du semblant de crédit qu'on veut donner au scrutin. Le pouvoir sera alors contraint de désigner au moins "un poids lourd" dans le sérail. Il ne restera ensuite qu'à le proclamer dissident ou opposant et à jouer, de part et d'autre, le jeu de la confrontation. Pour le décor, il s'en trouvera des candidats de carrière pour lesquels la candidature constitue une fin en soi. Pour peu qu'on leur facilite la procédure de postulation.

L'évolution politique du pays, ce ne sera donc pas pour cette fois-ci. Et l'élection pour le cinquième mandat ressemblera aux quatre qui l'ont précédée depuis l'invention autoritaire du "candidat du consensus" en 1999.

Une fois installé, le régime nous a aménagé une impasse démocratique dont il a condamné toute sortie ordonnée. Et pour que, malgré la crise, le camp de la fuite en avant reste plus motivé que le camp de l'inquiétude et de l'appel de détresse, le pouvoir s'est débrouillé pour pouvoir continuer sa stratégie de la dépense. Le voici contraint de recourir à la planche à billets, de créer des "usines d'importation", de convertir les terres agricoles en foncier industriel, de privatiser les parcs urbains, de mettre aux enchères des fermes-pilotes, d'imprimer de l'argent pour financer les marchés publics qui entretiennent son oligarchie, les privilèges des castes et la politique de dépendance sociale.

Et pour nous convaincre qu'il faut le laisser foncer au-devant de périls socioéconomiques, le pouvoir nous prépare un bilan de ses "réalisations", dont beaucoup sont marquées par d'onéreux retards, surcoûts et détournements.

C'est dans ce contexte à risque qu'on va encore nous obliger de débattre de la compatibilité de l'état de santé de Bouteflika avec les contraintes de la fonction présidentielle ! Ah ! Si, au point où nous en sommes, on pouvait nous éviter une campagne !

M. H.